

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1910.

Proposition de loi tendant à la revision des articles 47 et suivants
de la Constitution.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Une fois de plus, nous demandons aux Chambres de décider qu'il y a lieu à revision de la Constitution, et, une fois de plus, nous demandons cette revision, avant tout, pour donner une solution définitive à cette question de la réforme électorale qui, depuis un demi-siècle, pèse sur toute la politique belge.

Lorsque, pour la première fois, en janvier 1866, des hommes, appartenant à la classe ouvrière, publièrent un Manifeste — le *Manifeste des Ouvriers* — réclamant l'abolition du cens et l'égalité des suffrages, ils annoncèrent la résolution inébranlable de poursuivre, jusqu'au bout, la conquête de leur droit :

« Nous saurons — disaient-ils — si on nous dispute la réforme que nous demandons, lutter pour la conquérir. Voués au travail, les grands labeurs ne nous arrêteront pas. La bourgeoisie a combattu pour obtenir pièce à pièce tout ce dont elle jouit; nous sommes capables de combattre comme elle et résolus à le faire. Elle nous a donné l'exemple de ce que peuvent l'activité, l'opiniâtreté, l'énergie; cet exemple, nous allons le suivre. »

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler avec quelle tenace énergie cet engagement a été tenu. Pendant plus d'un quart de siècle, la classe ouvrière, associant son effort à ceux des Feron, des Janson, des Robert, des Picard, et de tant d'autres, multiplia des manifestations dont la force et l'ampleur allaient toujours croissant, pour obtenir la première revision constitutionnelle : elle l'obtint en 1892; le vote plural fut adopté en 1893; mais, à l'heure même où cette formule transactionnelle trouvait une majorité, ceux-là mêmes qui essaient, aujourd'hui, de la défendre, durent reconnaître qu'en principe elle n'était pas défendable.

C'est ainsi, par exemple, que, le 18 avril 1893, l'honorable M. Woeste motivait, en ces termes, son vote négatif :

« Je le sais, le vote plural introduit certaines garanties, mais la question

est de savoir si ces garanties pourront subsister. Dire à l'ouvrier : nous vous donnons le droit de suffrage, mais vous ne compterez que pour un tiers, alors que le bourgeois comptera pour trois, c'est, selon moi, ébranler dans ses bases l'édifice même que l'on veut ériger. »

L'événement a montré combien notre honorable collègue avait raison. Jamais la classe ouvrière n'a accepté le vote plural. Jamais elle ne l'acceptera. Pendant quelque temps encore, peut-être, il se trouvera une majorité parlementaire, issue de la pluralité des votes, pour faire échec au suffrage universel pur et simple; mais le nombre des partisans de l'égalité politique ne cesse de croître, et, dès à présent, ceux mêmes qui ne vont pas jusqu'au suffrage universel, reconnaissent la nécessité d'une réforme électorale.

Au lendemain de la première revision constitutionnelle, les socialistes étaient seuls à protester contre le vote plural, que d'autres tenaient pour un expédient acceptable.

Aujourd'hui, tous les libéraux, sans distinction de nuances, sont d'accord avec les socialistes et les démocrates chrétiens pour demander une nouvelle revision, dans le sens du suffrage universel; et, récemment, la section centrale de la Chambre, où les catholiques étaient en majorité, se prononçait pour l'unification des lois électorales et l'abolition de la loi du 12 septembre 1893.

Dans ces conditions, il nous a paru qu'un débat solennel s'impose, où les représentants des divers partis fassent connaître leurs vues sur les conditions d'une réforme électorale dont la plupart d'entre eux reconnaissent l'opportunité et la nécessité.

Notre proposition de revision constitutionnelle leur en donnera l'occasion.

Elle a pour but de faire disparaître le privilège de classe que consacre la pluralité des votes et dont les chiffres suivants suffiront à montrer les conséquences injustifiables : d'après les listes électorales pour 1906-1907, il y avait en Belgique, pour la Chambre des Représentants, 1,603,268 électeurs, se répartissant comme suit :

967,176 électeurs à 1 voix, disposant de 967,176 voix.

636,092 électeurs à 2 et 3 voix, disposant de 1,546,723 voix.

D'où il résulte que les 967,176 électeurs à 1 voix, c'est-à-dire les plus pauvres, disposaient de moins de suffrages que les 632,092 électeurs pluraux, qui ajoutent au privilège de l'aisance le privilège de la double ou de la triple voix.

Sous pareil régime, la représentation dite proportionnelle est un leurre : ce n'est pas à la *majorité* qu'appartient le Gouvernement, c'est à la *minorité*; ce n'est pas la minorité qui obtient une juste part de représentation; c'est la majorité, qui n'a qu'une représentation insuffisante.

Or, de plus en plus — ainsi que le prévoyait naguère l'honorable M. Woeste — la majorité se refuse à être tenue ainsi en minorité perpétuelle, et, dans la minorité même, beaucoup de privilégiés comprennent que leur privilège ne saurait être plus longtemps maintenu.

Le système plural, en effet, n'est pas seulement une injustice flagrante : il rend plus apparente la division des classes; il constitue, pour les plus

pauvres, un grief dont l'évidence est accessible à tous; il a déjà provoqué, et menace de provoquer encore, des agitations et des troubles préjudiciables à tous les intérêts. Une partie de la bourgeoisie l'a compris. Elle a compris que le vote plural doit disparaître, comme a disparu le remplacement militaire; et c'est pour ce motif que des hommes politiques, appartenant aux diverses nuances du parti libéral, se sont mis d'accord avec leurs collègues socialistes pour signer la présente proposition. Peut-être sera-t-elle, une fois encore, repoussée par la majorité actuelle. Mais ils sont résolus à la reproduire jusqu'au jour, qu'ils espèrent prochain, où la majorité réelle du pays trouvera son expression dans une majorité parlementaire.

VANDERVELDE.

PROPOSITION DE LOI

tendant à la revision des articles 47
et suivants de la Constitution.

Les députés soussignés ont l'honneur de proposer à la Chambre des Représentants d'adopter la déclaration suivante :

Il y a lieu à revision des articles 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57 de la Constitution.

WETSVOORSTEL

tot herziening van artikel 47 en volgende van de Grondwet.

De ondergeteekenden hebben de eer aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers voor te stellen tot de navolgende verklaring toe te treden :

Er behoort te worden overgegaan tot de herziening van de artikelen 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} en 57 der Grondwet.

ÉMILE VANDERVELDE.

L. BERTRAND.

ÉMILE FERON.

LOUIS FRANCK.

FG. MASSON.

DEBUNNE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 APRIL 1910.

Wetsvoorstel tot herziening van artikel 47 en volgende van de Grondwet.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Nogmaals verzoeken wij de Kamers te beslissen dat er aanleiding bestaat tot herziening der Grondwet. Nogmaals vragen wij om die herziening, vooral om eene besliste oplossing te geven aan het vraagstuk der kieshervorming, dat sedert eene halve eeuw drukt op gansch de Belgische politiek.

Toen voor de eerste maal, in Januari 1866, mannen, die tot den werkenden stand behoorden, het Manifest der Werklieden uitgaven, waarin zij vroegen om afschaffing van den kiescijns en gelijkheid van stemrecht, gaven zij lucht aan hun onwrikbaar voornemen om de verovering van hun recht tot het uiterste te drijven.

« Wordt de door ons gevraagde hervorming ons betwist, zegden zij, dan zullen wij strijden om haar te veroveren. Gedoemd tot arbeid, schrikt eene groote inspanning ons niet af. De burgerstand streed om stuksgewijze te verwerven al wat hij bezit; wij zijn, zoo goed als hij, opgewassen tegen den strijd en vastberaden hem aan te binden. Hij toonde ons wat werkzaamheid, hardnekkigheid, krachtdadigheid vermogen; dit voorbeeld zullen wij volgen. »

Het ligt niet op onzen weg, te herinneren met welke taaie geestkracht deze verbintenis werd gehouden. Gedurende meer dan het vierde eener eeuw sloot de arbeidersstand zijne pogingen aan bij die van een Feron, een Janson, een Robert, een Picard en bij die van zooveel anderen, richtte talrijke betoogingen in, steeds krachtiger en omvangrijker, om ten slotte de eerste grondwetsherziening te erlangen. Deze verwierf men in 1892; meer eenvoudig stemrecht volgde in 1895; doch op denzelfden stond dat er eene meerderheid was gevonden voor deze minnelijke schikking, moesten zelfs zij, die ze thans trachten te verdedigen, bekennen dat zij in beginsel niet te verdedigen was.

Zoo komt het, dat bij voorbeeld de achtbare heer Woeste op 18 April 1895 de redenen van zijne onthouding opgaf in de volgende woorden :

» Wel weet ik dat meervoudig stemrecht zekere waarborgen verschaft, doch de vraag is : kunnen die waarborgen blijven bestaan ? Den werkman zeggen : wij verleenen u stemrecht, doch ge telt maar voor een derde, terwijl burgers tellen voor drie, dat schokt, mijns inziens, de grondslagen zelf van het gebouw dat men wil optrekken. »

Uit de ervaring is gebleken hoezeer ons achtbaar medelid gelijk had. Nooit had de arbeidersstand vrede met meervoudig stemrecht. Nooit zal hij daarmee vrede hebben. Wellicht zal men nog voor eenigen tijd aantreffen eene parlementaire meerderheid, gesproten uit meervoudig stemrecht, die zich zal verzetten tegen eenvoudig algemeen stemrecht, doch het getal der voorstanders van politieke gelijkheid neemt gestadig toe, zoodat van stonden aan zelfs zij, die het niet drijven tot algemeen stemrecht, de noodzakelijkheid van eene kieshervorming erkennen.

Onmiddellijk na de eerste grondwetsherziening werd alleen door de socialistten protest aangeteekend tegen het meervoudig stemrecht, dat door anderen was beschouwd als een aanneembare uitweg.

Thans zijn alle liberalen zonder onderscheid het eens met de socialistten en de christen-democraten om eene nadere herziening te vragen, in den zin van algemeen stemrecht; nog onlangs verklaarde de Middenafdeeling der Kamer, waarin de katholieken de meerderheid hadden, zich voor de éénmaking der kieswetten en de intrekking der wet van 12 September 1895.

Dit zoo zijnde, kwam het ons voor, dat eene plechtige beraadslaging noodig is, waarbij de vertegenwoordigers van de verschillende partijen uiting kunnen geven aan hun gevoelen over de voorwaarden van eene kieshervorming, door 't meerendeel hunner gepast en noodig geoordeeld.

Ons voorstel tot herziening van de Grondwet verschaft hun daartoe de gelegenheid.

Het strekt om een einde te maken aan het klassenvoorrecht dat meervoudig stemrecht huldigt en waarvan de onrechtvaardige gevolgen genoegzaam blijken uit deze cijfers : volgens de kiezerslijsten voor 1906-1907, waren er in België, voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, 1,603,268 kiezers, onderverdeeld in dezer voege :

967,176 kiezers met 1 stem, beschikkend over 967,176 stemmen ;

656,092 kiezers met 2 en 3 stemmen, beschikkend over 1,546,725 stemmen.

Daaruit volgt, dat de 967,176 kiezers met 1 stem, 't is te zeggen de armsten, beschikten over minder stemmen dan de 656,092 meervoudig stemgerechtigden, die het voorrecht van welstand vereenigden met het voorrecht van 2 of 3 stemmen.

Met dergelijk stelsel is de zoogezegde evenredige vertegenwoordiging een lokaas : niet aan de *meerderheid* komt het bewind toe, maar aan de *minderheid* ; niet de minderheid verkrijgt een billijk aandeel in de vertegenwoordiging ; de meerderheid heeft daarin slechts een ontoereikend aandeel.

Nu, — zooals de achtbare heer Woeste het eertijds voorzag — weigert de

meerderheid meer en meer aldus voortdurend in minderheid te worden gehouden en vele bevoorrechten der minderheid begrijpen dat hun voorrecht niet langer kan blijven bestaan.

Trouwens, het meervoudig stelsel is niet alleen een schreeuwend onrecht, het doet de verdeeldheid der klassen nog meer uitkomen, het is voor de armsten eene grief die eenieder in het oog springt; reeds dreigde het, en het blijft dreigen met woelingen en wanordelijkheden schadelijk voor alle belangen. Een deel van den burgerstand heeft dit begrepen. Het heeft begrepen dat het meervoudig stemrecht moet verdwijnen, evenals de militaire plaatsvervanging verdween; ook om die reden kwamen politieke mannen van verschillende nuance der liberale partij met hunne socialistische medeleden overeen om dit voorstel te onderteekenen. Wellicht wordt het nogmaals verworpen door de huidige meerderheid. Doch zij zijn vast besloten het te herhalen, tot den dag, die, naar zij hopen, spoedig zal aanbreken waarop de wezenlijke meerderheid des lands zich zal zien uitgedrukt in eene parlementaire meerderheid.

E. VANDERVELDE.

PROPOSITION DE LOI

tendant à la revision des articles 47
et suivants de la Constitution.

Les députés soussignés ont l'honneur de proposer à la Chambre des Représentants d'adopter la déclaration suivante :

Il y a lieu à revision des articles 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57 de la Constitution.

WETSVOORSTEL

tot herziening van artikel 47 en volgende van de Grondwet.

De ondergeteekenden hebben de eer aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers voor te stellen tot de navolgende verklaring toe te treden :

Er behoort te worden overgegaan tot de herziening van de artikelen 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} en 57 der Grondwet.

ÉMILE VANDERVELDE.

L. BERTRAND.

ÉMILE FERON.

LOUIS FRANCK.

FG. MASSON.

DEBUNNE.